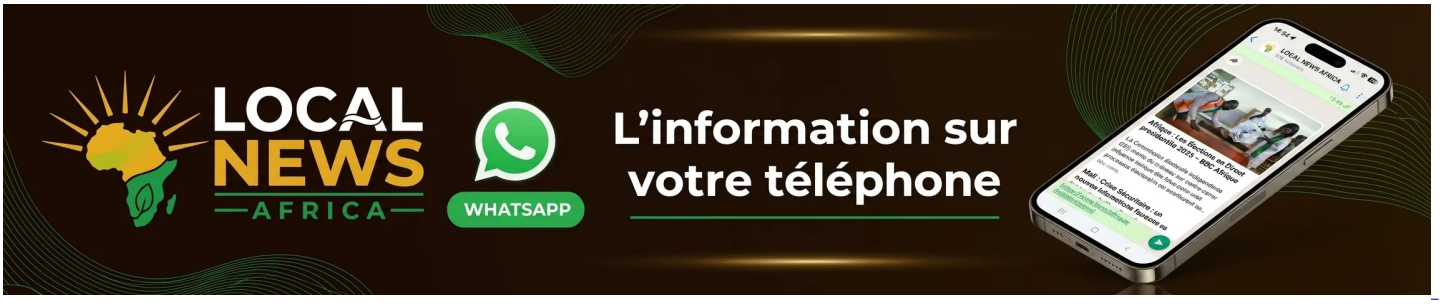
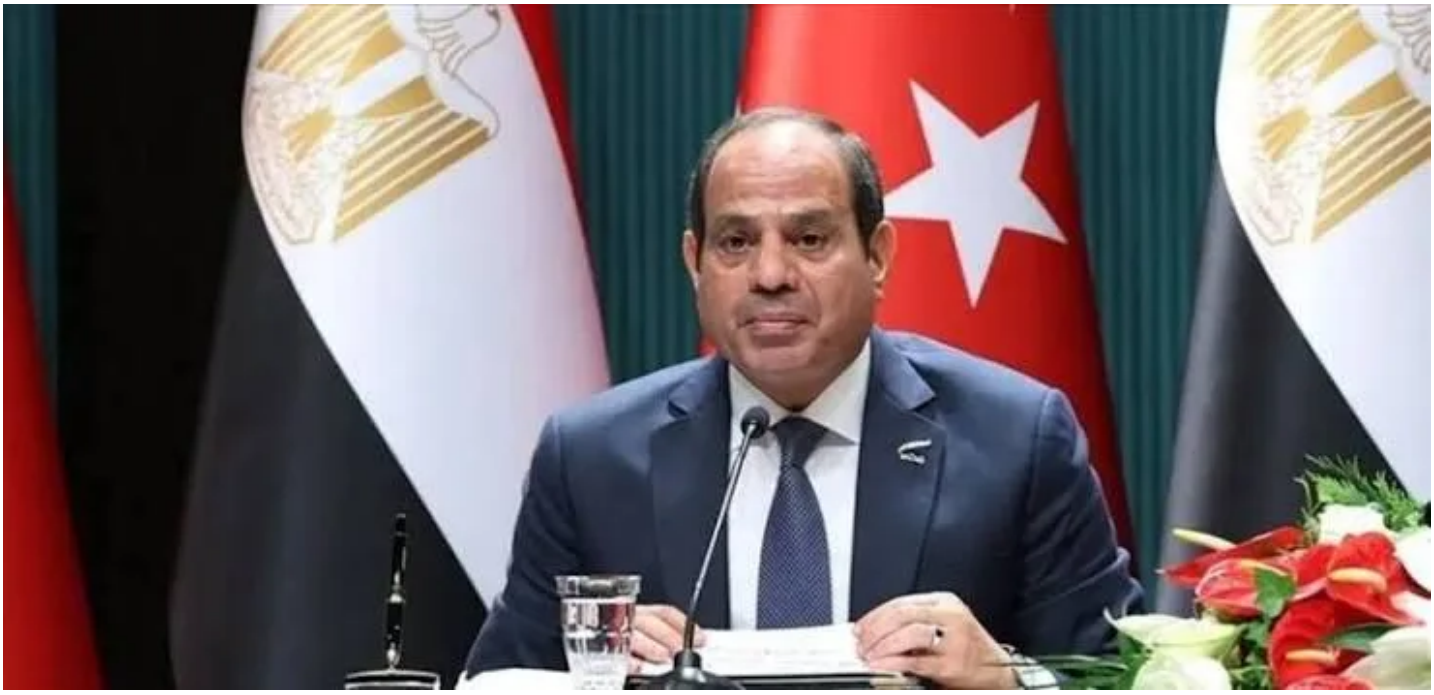


ALAMEIN AFRICA FORUM

l'Afrique veut accélérer les échanges et mobiliser davantage ses propres capitaux

Auteur : **Ayenan Eleuthere** | Publié le : **04 oct. 2026 à 16:20**



Réunis à New Alamein, en Égypte, dirigeants africains, entreprises, banques et institutions de développement ont placé le financement, le commerce intra-africain et les investissements au cœur du premier Alamein Africa Forum. Une rencontre qui met en lumière un enjeu majeur pour le continent : transformer davantage ses ressources et ses capitaux en investissements, en emplois et en échanges entre pays africains.

L'Afrique cherche à mieux financer sa propre croissance. C'est l'un des principaux messages du premier **Alamein Africa Forum**, organisé du 2 au 4 octobre 2026 à New Alamein, sur la côte méditerranéenne de l'Égypte. Plus de 20 chefs d'État et représentants de gouvernements, ainsi que des dirigeants d'entreprises, des investisseurs, des

banquiers et des institutions de développement ont participé à cette première édition.

Le forum, organisé avec la Commission de l'Union africaine, l'AUDA-NEPAD et Afreximbank, doit désormais devenir un rendez-vous biennal consacré aux investissements et au développement économique du continent.

Un marché africain encore insuffisamment intégré

Derrière les discussions sur le financement se trouve une autre question centrale : comment faire davantage circuler les biens, les services et les capitaux à l'intérieur de l'Afrique ?

Le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, a indiqué que le commerce intra-africain avait atteint 220 milliards de dollars en 2024, soit 14,4 % du commerce total du continent. Ce commerce a progressé de 12,4 % sur un an, après une contraction en 2023.

La progression reste toutefois limitée au regard de la taille du marché africain et des ambitions de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Pour accélérer cette intégration, les dirigeants africains mettent en avant plusieurs priorités : simplifier les procédures aux frontières, rapprocher les normes, améliorer les infrastructures et développer les corridors commerciaux reliant les différentes régions du continent.

L'enjeu est particulièrement important pour les entreprises africaines, notamment les petites et moyennes entreprises, qui rencontrent encore des difficultés pour accéder aux marchés des pays voisins.

Mobiliser les capitaux africains

Le financement du développement constitue l'autre grande préoccupation du forum.

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a notamment insisté sur le rôle du secteur privé dans l'économie africaine. Selon les chiffres présentés lors du forum, celui-ci représente plus de 70 % du PIB du continent, alors qu'une très grande partie de ses transactions commerciales reste réalisée avec des entreprises situées hors d'Afrique.

Cette situation souligne un paradoxe : les entreprises africaines produisent pour un marché continental immense, mais leurs échanges demeurent encore fortement dépendants des partenaires extérieurs.

L'objectif défendu à Alamein consiste donc à créer davantage de passerelles entre entreprises africaines, banques, fonds d'investissement et institutions de développement.

Cela passe notamment par une meilleure préparation des projets, la réduction des risques pour les investisseurs et le développement de mécanismes permettant aux capitaux africains de financer davantage les infrastructures, l'industrie, l'agriculture, la santé, l'énergie et les technologies.

Des ressources importantes, mais encore peu transformées

Le débat dépasse ainsi la seule question du commerce.

L'Afrique dispose de ressources naturelles considérables, d'une population de plus de 1,4 milliard d'habitants et d'un marché intérieur appelé à poursuivre son expansion. Mais une partie importante de la valeur générée par ces ressources est encore captée en dehors du continent.

La transformation locale apparaît dès lors comme un enjeu stratégique.

Produire davantage en Afrique, transformer les matières premières sur place, développer des chaînes de valeur régionales et permettre aux entreprises africaines de vendre plus facilement leurs produits sur les marchés voisins pourraient contribuer à retenir une plus grande part de la valeur créée sur le continent.

C'est notamment le sens de l'approfondissement de la ZLECAf, qui ambitionne de réduire progressivement les obstacles au commerce et de favoriser l'émergence d'un véritable marché continental.

L'Égypte veut aussi renforcer ses partenariats africains

Pour l'Égypte, l'Alamein Africa Forum représente également un instrument de rapprochement avec les économies africaines.

Le Caire estime ses investissements sur le continent à environ 14 milliards de dollars. Parmi les projets emblématiques figure le complexe hydroélectrique Julius Nyerere en Tanzanie, auquel participent des entreprises égyptiennes.

Cette présence économique s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification des partenariats de l'Égypte en Afrique, alors que la Chine, les États du Golfe, la Turquie et d'autres puissances ont également renforcé leur présence économique sur le continent.

La dimension diplomatique est également présente. L'Égypte cherche notamment à défendre ses intérêts dans le différend qui l'oppose à l'Éthiopie autour du Grand barrage de la Renaissance, construit sur le Nil Bleu.

Le Caire considère la question de la gestion des eaux du Nil comme un enjeu majeur de sécurité hydrique. Addis-Abeba présente, de son côté, le barrage comme un projet essentiel à son développement et à sa production énergétique.

Une dynamique qui dépasse l'Égypte

La tenue du forum intervient quelques semaines après la participation du président égyptien au sommet des BRICS à New Delhi, les 12 et 13 septembre 2026.

L'Égypte, devenue membre du groupe en 2024, cherche ainsi à renforcer ses relations avec les économies émergentes tout en développant ses partenariats avec les autres pays africains.

Cette stratégie illustre une évolution plus large du paysage économique africain : les États du continent cherchent à diversifier leurs sources de financement et leurs partenaires, tout en renforçant leurs propres mécanismes de mobilisation des capitaux.

L'objectif n'est pas de se détourner des investissements internationaux, mais de créer un environnement dans lequel les financements extérieurs viennent compléter, plutôt que remplacer, les capacités financières africaines.

Passer des ambitions aux projets

Le principal défi reste désormais celui de la mise en œuvre.

Les infrastructures transfrontalières, les corridors routiers et ferroviaires, les réseaux électriques, les plateformes numériques, les chaînes de valeur agricoles et industrielles nécessitent des investissements considérables.

La réussite de l'intégration africaine dépendra donc autant des accords politiques que de la capacité à transformer ces engagements en projets effectivement financés et réalisés.

C'est précisément sur ce terrain que l'Alamein Africa Forum entend inscrire son action. En réunissant autour d'une même table gouvernements, entreprises, banques et institutions de développement, le rendez-vous cherche à rapprocher les projets africains des capitaux susceptibles de les financer.

Pour l'Afrique, l'enjeu est considérable : faire du marché continental un véritable moteur de croissance, développer davantage les échanges entre pays africains et retenir une part plus importante de la valeur créée sur le continent.

À Alamein, le message est donc clair : l'intégration africaine ne se construira pas uniquement par des accords commerciaux. Elle dépendra aussi de la capacité des Africains à investir davantage les uns chez les autres.

PUBLICITÉ


LOCAL NEWS AFRICA
Actualités, analyses, reportages et décryptaages sur le développement.